

IL SERA LANCÉ À PARTIR DE FÉVRIER 2017

Un compteur d'électricité intelligent de relevé d'index

Finis les relevés d'index d'électricité à domicile. Le groupe Sonelgaz va lancer à partir du mois de février prochain le compteur d'électricité intelligent. Un nouvel appareil de relevé de consommation en électricité à distance. C'est ce qu'a annoncé hier le premier responsable du groupe qui a alerté sur la consommation irrationnelle des Algériens en électricité, comptabilisant dix fois plus que la consommation du citoyen européen.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La main humaine n'interviendra désormais plus dans le relevé de consommation d'électricité. Mustapha Guitouni, directeur général du groupe Sonelgaz qui intervenait hier sur les ondes de la Radio nationale, a annoncé que le taux de consommation d'électricité sur le compteur s'affichera directement sur la facture à distance. Les agents de Sonelgaz ne se déplaceront plus pour relever les taux de consommation d'électricité comme c'est le cas actuellement.

Le consommateur serait le premier bénéficiaire de cette nouvelle technologie, puisque le but, selon M. Guitouni, est de mettre fin aux problèmes récurrents des erreurs des relevés. Le DG de la Sonelgaz, qui a annoncé que ce nouvel appareil «intelligent» sera lancé début février 2017, n'a pas donné plus d'informations que ce soit sur son coût, s'il s'agit d'une opération pilote ou généralisée ou encore sur le fournisseur de ces appareils.

Par ailleurs, l'invité de la radio a alerté sur la consommation d'électricité irrationnelle des Algériens. «La consommation d'électricité du citoyen algérien est dix fois plus importante que la consommation du citoyen européen», a indiqué M. Guitouni qui appelle à une rationalisation dans la consommation. D'ailleurs, le groupe Sonelgaz s'apprête à lancer une campagne de sensibilisation sur tout le territoire national.

Une campagne qui devra montrer aux citoyens à mieux gérer sa consommation. A titre d'exemple, dit-il, laisser durant la nuit sa télévision et son modem

en mode de veille, pour une période d'un mois, représenterait 10% de la facture d'électricité. «Nous avons des capacités mais nous devons apprendre à gérer sa facture car il faut savoir que le kilowatt d'électricité coûte 11,5 dinars et nous le vendons à 4 dinars, et l'Etat prend en charge 7,54 dinars mais ça va durer jusqu'à quand ?» s'interroge l'intervenant.



Le consommateur sera le premier bénéficiaire de cette technologie.

Ce dernier a indiqué que le pic de consommation sur tout le territoire national, qui est enregistré

vers le 31 juillet, est de 12 800 mégawatts. En été 2016, la puissance installée était de 13 500

mégawatts. «Il y avait eu 600 mégawatts de réserve mais elle n'est pas tout le temps prête car nous avons aussi des travaux de maintenance à faire», a souligné ce responsable.

Ainsi, pour faire face à l'été 2017, Sonelgaz, dit-il, doit ajouter 2 000 mégawatts supplémentaires. «La demande est de 15 900 mégawatts pour passer un été dans de bonnes conditions», a indiqué M. Guitouni.

Rappelant les redevances du groupe auprès de ses clients, 60 milliards de dinars, l'intervenant a indiqué qu'une convention est en cours de signature avec la BNA pour financer les projets de la Sonelgaz.

S. A.

BOUDJEMAA TALAI AU FORUM D'EL MOUDJAHID :

«Pas de compression d'effectifs à Air Algérie»

«Aucune mesure portant réduction des effectifs du personnel d'Air Algérie», a rassuré hier le ministre des Transports et des Travaux publics, lors de son passage au forum du journal El Moudjahid. Selon M. Talai, «le personnel de la compagnie nationale sera redéployé en fonction des besoins de la compagnie à travers ses différentes filiales».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le passage du ministre des Transports au forum d'El Moudjahid était riche en informations, notamment au sujet des perspectives à court et moyen terme de son secteur.

Abordant le projet de loi relatif à la réglementation et à la sécurité routière, qui sera présenté mardi en plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Talai a expliqué que ce texte prévoyait l'introduction du permis de conduire à points, prévue dès le début de l'année 2017, ainsi que le durcissement des sanctions liées aux infractions et délits. Le ministre a souligné que la Commission des

transports et des télécommunications de l'APN avait proposé l'introduction de nouvelles mesures telle l'obligation de la ceinture de sécurité pour les passagers transportés dans les sièges arrière, ainsi que l'obligation d'un siège enfant en cas de transport de bébés, sans quoi les contrevenants sont passibles d'une amende de 5 000 DA. Il dira que le parc national de véhicules compte 8,3 millions d'unités, dont 62% de véhicules touristiques, soit une moyenne d'un véhicule pour 7 citoyens et dont la moyenne d'âge est de moins de 10 ans, alors que 37% ont plus de 20 ans. Et d'insister sur l'aspect portant contrôle technique des véhi-

cules. M. Talai dira à ce propos que les tarifs actuels étaient «trop bas pour couvrir le coût d'une opération de contrôle strict et minutieux», soulignant que le coût de ces prestations devrait être révisé pour renforcer la sécurité des véhicules. Les deux autres questions qui ont été longuement abordées par le premier responsable du département des transports sont relatives à la situation que connaît le transport aérien national. D'abord, il a évacué «pour le moment l'idée d'ouvrir le ciel national à la concurrence privée» et que «toute idée de compression ou de réduction des effectifs de la compagnie Air Algérie est exclue». Il saisira cette opportunité pour saluer les efforts accomplis par la jeune compagnie Tassili Airlines.

Concernant les travaux publics, le ministre a indiqué que la réception finale et totale de l'autoroute Est-Ouest est prévue pour début 2018, précisant que le péage, dont les prix peuvent varier entre 1 ou 2

DA le kilomètre, ne sera pas appliqué avant la fin des travaux des tronçons actuellement en chantier ainsi que l'installation des commodités nécessaires pour ce genre d'opération. M. Talai a, toutefois, expliqué que le péage ne serait imposé qu'aux usagers de l'autoroute Est-Ouest, ajoutant que l'Etat ne pourra lancer le péage sans donner d'alternatives aux citoyens d'avoir un autre moyen de voyager telles que les routes et les autoroutes inter-wilayas dont l'usage «restera gratuit pour tout le monde».

Pour l'extension de l'aérogare d'Alger, le ministre a assuré que les travaux se déroulaient comme prévu et la réception du projet est prévue pour 2018. Il a rappelé que cette aérogare sera connectée à tous les réseaux de transport urbain, comme elle permettra l'ouverture de nouvelles lignes à l'international dont 6 sont déjà prévues vers des pays africains.

A. B.

HABITAT

Tebboune veut «recadrer» le secteur

L'année 2017 sera marquée par «un recadrage» du secteur de l'habitat, selon les déclarations du ministre de tutelle, Abdelmadjid Tebboune, hier, lors d'une réunion avec les directeurs et cadres nationaux pour un bilan annuel.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Cet inventaire intervient dans un contexte «particulier» de par les considérations financières imposées par la crise aujourd'hui, a rappelé le ministre. «Nos capacités budgétaires ont baissé de 50% cette année, c'est pourquoi nos dépenses seront recadrées», a-t-il ajouté sans donner le sens exact de «ce recadrage».

Toutefois, il affirme que «les programmes de logements prévus par le quinquennal du président de la République seront tous réalisés sans en laisser aucun, et ce, malgré les difficultés financières». Comment y

parvenir ? Tebboune préconise «d'acheter et de travailler avec des partenaires locaux dans le BTP notamment». Il n'exclut pas également «la rationalisation de certaines dépenses jugées superflues comme celles, cite-t-il, liées au réaménagement des trottoirs tous les six mois, entre autres». Ce terme très adopté par les membres du gouvernement dernièrement, à savoir «la rationalisation», se veut moins agressif et plus modérateur que «l'austérité budgétaire» pour qualifier la crise financière actuelle.

Continuant sur cette lancée, le

ministre a définitivement interdit à ses subordonnés de «payer l'avance sur approvisionnement pour les entreprises gérant les chantiers de construction car celle-ci représente plus de 3% du coût total du projet».

Outre l'argument financier, il a avancé celui des entreprises défaillantes ou fantômes. Selon lui, «sur les 6 200 entreprises activant dans le BTP au niveau national, 100 ou 110 d'entre elles ont été blacklistées par le ministère». Dans ce sens, il a appelé les responsables régionaux à les bannir et à être plus vigilants dans le choix de leurs partenaires.

AADL, LPP et réformes

A la fin de l'année en cours, «près de 300 000 logements AADL auront été construits au total», a annoncé le

ministre. En ajoutant que ce type de promotion a fait l'objet de nombreux détournements. Il a précisé que «plus de 45 000 fichiers ou dossiers faussés ont été enlevés de la liste des souscripteurs et leurs auteurs présentés à la justice». Parallèlement, il soutient que «le programme AADL 2001 sera clôturé et distribué au premier trimestre de 2017». Pour ce qui est du LPP, Tebboune a affirmé que «les premiers logements seront livrés à la fin du mois de décembre prochain». C'est également à cette échéance «qu'une partie de la ville de Sidi Abdallah sera finalisée».

Parlant des nouvelles dispositions pour 2017, le ministre de l'Habitat soutient «qu'il n'a jamais été question de détruire les habitations ou les locaux non conformes à moins qu'ils ne présentent une menace sécuritaire pour la société». Selon lui, «les

dossiers de régularisation seront encore acceptés et il n'est pas forcément nécessaire de constituer un certificat de conformité mais simplement un constat de conformité établi par un agent communal ou un huissier de justice». Dans le cas contraire, ce seront de sévères sanctions pécuniaires qui s'appliqueront. Il a également indiqué que «les permis de construction auront un délai de 20 jours dorénavant, au lieu des deux ans, et qu'en cas de retard, il est possible de faire recours directement au niveau du ministère». Ces mesures ont officiellement pour objectif, au-delà des rentrées financières qu'elles génèrent, d'éradiquer «les agressions contre l'environnement urbain et d'améliorer leur attractivité».

N. B.